

De la contestation à la légitimation : la société civile attaque

ONG, associations de consommateurs, think-tanks, avocats... sont de plus en plus puissants et scrutent l'entreprise et la vie économique selon leurs propres objectifs et valeurs. Analyse de l'influence de ces contre-pouvoirs.

En 2003, dans un spot télé réalisé par l'ONG californienne RainForest Action Network, Susan Sarandon, égérie du cinéma indépendant, appelle tous les téléspectateurs américains à couper leur carte Citibank, accusée de financer des entreprises détruisant la forêt. Ce spot marquera l'apogée d'une campagne acharnée, la « Global Finance campaign », et obligera Citibank à renoncer à financer des projets jugés trop dangereux pour l'environnement. Une dizaine de militants environnementalistes auront eu ainsi raison de la plus grande institution bancaire américaine.

Scénario désormais classique de la confrontation des David et Goliath modernes, la mise en scène repose toujours sur les mêmes ressorts : une ONG défend une cause universelle et inscrit son combat sur l'agenda médiatique en s'attaquant aux puissants du moment, les « transnationales ». Des noces de la démocratie d'opinion et d'un capitalisme où l'image est devenue un actif stratégi-

car le pouvoir de ces acteurs réside moins dans leur capacité d'action que dans leur statut d'*entrepreneurs moraux*. Les associations issues de la société civile disposent en effet, comme le souligne le sociologue allemand Ulrich Beck du monopole de la *légitimation*. Ce pouvoir peut paraître insignifiant (« combien de divisions ? »), mais il est redoutable à l'heure où la pérennité des institutions dépend de leur reconnaissance et de leur acceptabilité par une opinion publique mondialisée et versatile. Et le *Davos man* ne devrait pas se rassurer en soulignant que ces acteurs sont incapables de dépasser le stade du discours : c'est justement de l'utilisation stratégique de l'information et de la communication qu'ils tirent leur puissance.

Désormais les figures actuelles du pouvoir apparaissent illégitimes. « Ceux que nous avons élus n'ont aucun pouvoir. Et ceux qui ont le pouvoir, nous ne les avons pas élus », répètent les manifestants qui, de Porto Alegre à Bombay, s'inquiètent d'une mondialisation qui réduit le pouvoir des États à une peau de chagrin et transforme pour le citoyen la promesse démocratique en un marché de dupes. Dans l'univers globalisé, le monde échappe aux « petits » : qu'il s'agisse de la guerre, des fermetures d'entreprises, des OGM ou du clonage, ils ont le sentiment que plus rien ne dépend, non seulement d'eux-mêmes, mais, plus grave encore, de leaders politiques désormais réduits à un rôle de spectateurs impuissants.

« La pérennité des institutions dépend de leur reconnaissance par une opinion publique mondialisée. »

que est né un nouveau pouvoir aux contours encore flous mais à l'influence croissante : la société civile. Concept fourre-tout par excellence, la société civile recouvre en effet un univers des plus hétérogènes : ONG, think-tanks, réseaux associatifs, mouvements alter-mondialistes, fondations, ou collectifs citoyens ne poursuivent pas les mêmes objectifs et ne disposent pas des mêmes moyens. Mais la puissance globale de ces mouvements en fait désormais un acteur international incontournable. L'Université John Hopkins évaluait en 2002 le poids consolidé de ce secteur économique à plus de 1 000 milliards de dollars, ce qui ferait de lui la huitième puissance mondiale, employant plus de 19 millions de personnes dans le monde.

En outre, ces nouveaux acteurs, si divers soient-ils, se structurent au niveau international et se réclament tous d'une même exigence : l'interdépendance croissante des questions environnementales, sociales et économiques requiert une gouvernance renouvelée, tant à l'échelle locale qu'internationale, qui devra conduire davantage États, entreprises, et sociétés civiles à participer ensemble au processus de décision. Gouvernance ne signifie pas co-gestion

La perception des menaces que le pouvoir de l'homme fait désormais peser sur l'humanité inverse en effet le rapport entre pouvoir technologique et légitimité. Depuis les Lumières, la science a constitué non seulement l'un des fondements du pouvoir mais a également porté les espérances de l'homme en un monde meilleur. À l'heure de la vache folle, les progrès de la science sont au contraire perçus comme un facteur supplémentaire de danger (« la science ne peut fournir à l'homme dévasté qu'un phare aveugle » René Char) et la puissance technologique doit désormais être passée au crible des exigences du principe de précaution et du doute cher à Hans Jonas. Qu'on le regrette ou que l'on s'en félicite, ce rôle de *médiateur* appartient désormais aux organisations issues de la société civile promues au rang de vigies de l'ère technologique et du rappel à l'ordre de la responsabilité. ■

Xavier Delacroix est président de l'Association Française des Conseils en Affaires Publiques.